



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le  
10 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PIGEON TP LOIRE ANJOU**

Route de Craon  
53800 Renazé

Références : 2025-396\_INSP\_RAP\_AS\_PTPLA (Carterie) – La Pouëze  
Code AIOT : 0006303503

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement PIGEON TP LOIRE ANJOU implanté La Carterie LA POUEZE 49220 Erdre-en-Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIGEON TP LOIRE ANJOU
- La Carterie LA POUEZE 49220 Erdre-en-Anjou
- Code AIOT : 0006303503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Terril ardoisier en cours de cessation d'activités

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**



Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activités	Arrêté Préfectoral du 18/08/2003, article 5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a été conduite dans le cadre de l'instruction d'une demande modification des conditions d'exploitation, car le site est en cessation d'activités et repris par son propriétaire afin d'y développer un projet photovoltaïque. Cette visite n'a pas appelé de remarque particulière de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats



## N° 1 : Cessation d'activités

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/08/2003, article 5

**Thème(s) :** Situation administrative, Conditions de restitution des terrains

**Prescription contrôlée** – Acceptabilité des conditions de remise en état, proposées par l'exploitant.

**Constats** – L'exploitation de ce terril ardoisier a été autorisée par un arrêté de 2003 pour une durée de 20 ans avant d'être prolongée de 2 ans en 2021. La société exploitante PIGEON TP LOIRE ANJOU (PTPLA), en remplacement de la SOCIETE TRAVAUX PUBLICS DU HAUT ANJOU (STPHA), renonce à renouveler son autorisation en dépit du gisement restant, car ce dernier s'avère de mauvaise qualité au droit des critères actuels de référencement des matériaux. En outre, le propriétaire foncier ne souhaite pas prolonger les droits de forage, car il projette d'implanter une ferme photovoltaïque sur ces terrains.

Dans ce contexte, PTPLA et le propriétaire ont convenu des conditions de cette restitution, signées par les 2 parties et approuvées par le Maire. Elles comprennent plusieurs aménagements aux dispositions de remise en état initiales prévues par la demande d'autorisation 2003, notamment :

- le maintien sur place de dépôts de schistes broyés qui seront utilisés par le propriétaire lors de ses futurs aménagements ;
- le non reboisement de la partie exploitée dont les plants seraient arrachés lors des aménagements futurs ;
- le non-respect de la cote finale des terrains du secteur Nord-Est qui resteront selon leur topographie d'origine, en l'absence d'exploitation, les schistes étant de mauvaise qualité (trop friables).

Pour prendre en compte ces évolutions, l'exploitant a présenté le 15/07/2025, un dossier intitulé « *Porter à connaissance des modifications des conditions de remise en état – Version 1 de juin 2025* » préalable l'engagement de la procédure de cessation d'activité d'ores-et-déjà initiée avec le bureau d'étude certifié SEREA dans les pollutions de sols et de sous-sols chargé d'établir les ATTES.

L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant, représenté pendant la visite par son bureau d'études LCBTP du Groupe PIGEON, que les aménagements sollicités ne trouveraient une suite favorable qu'à la condition expresse que les travaux n'aient pas pour objectifs de préparer les terrains à l'accueil du projet photovoltaïque. Les intérêts naturels, notamment biodiversité, apparus avec la renaturation naturelle du site doivent être maintenus lors de la cessation d'activités. C'est au porteur de projet photovoltaïque de les prendre en charge dans son dossier de demande.

**L'exploitant s'y étant engagé, l'instruction de ce dossier donnera lieu à un arrêté complémentaire en cours de rédaction qui actera ces principes.**

La visite a permis de constater que le site comporte 2 secteurs d'exploitation, tous deux mitoyens avec l'entreprise SEMA qui a repris les bâtiments de l'ancien atelier de fendage des ardoises.

Dans le secteur Sud-Ouest, les extractions ont été menées à leurs termes et le terrain exploité a été remblayé comme prescrit. Seule la partie centrale de ce terril a été exploitée, elle est ceinturée de haies et de merlons historiques de schistes sur lesquels la végétation a largement repris ses droits (vu la taille des arbres). Les modifications sollicitées ne portent, a priori, que le non reboisement de la partie exploitée et le maintien de quelques dépôts de schistes broyés.

Dans le secteur Nord-Est, les extractions n'ont pas eu lieu en raison de la mauvaise qualité des matériaux et le terrain est resté à sa cote d'origine, près de 5 m au-dessus de celle du projet initial. Les terrains n'ont pas été remaniés mais comme sur le premier secteur, ils sont entourés de haies. Les modifications sollicitées portent le maintien de quelques dépôts de schistes broyés et de la côte du terrain sans exploitation de schistes.

Par ailleurs le site est peu accessible (portails, clôtures et barrières naturelles), la voie d'accès, équipée d'un portail, est partagée avec la seule entreprise SEMA. Les terrains sont débarrassés de tout équipement (vus les anciens emplacements du bureau d'accueil et du pont bascule).



**Proposition de suites :** Sans suite